



2025/

## DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE VILLE DE RIS-ORANGIS

### ARRETE TEMPORAIRE N° 2025/285 du jeudi 4 décembre 2025

#### **Portant autorisation d'occupation du domaine public routier communal et des espaces publics et réglementant la circulation et le stationnement, pour la Société SATELEC intervenant pour la maintenance et la rénovation des éclairages publics**

Le Maire de Ris-Orangis, Conseiller départemental de l'Essonne,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2211.1, L2213-2 et L2213-3,

**VU** le Code de la Route et notamment ses articles R 110-2, R417-10, R411-26,

**VU** le code de la voirie routière,

**VU** le Code Pénal,

**VU** le Décret n° 86-475 et n° 86-476 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière,

**VU** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière et les textes subséquents le modifiant et le complétant,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – huitième partie sur la signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel en date du 6 mai 1992,

**VU** l'arrêté n° 2017/432 du mercredi 20 septembre 2017, portant réglementation de la circulation des véhicules et instituant une limitation à 30km/h des véhicules à moteur sur le territoire de la Commune de Ris-Orangis,

**VU** l'arrêté n°2022/059 du 14 février 2022 portant règlementation des bruits et prévention des atteintes à la tranquillité,

**VU** le règlement communal de voirie,

**VU** le marché n°2025/27 conclu avec la Société SATELEC, ayant pour objet la maintenance et la rénovation des éclairages publics des stades et bâtiments, ainsi que la pose et dépose des illuminations de fin d'année pour les besoins de la Commune de Ris-Orangis,

**CONSIDERANT** que la Société SATELEC - 24 avenue du Général de Gaulle - 91170 VIRY-CHATILLON va intervenir pour la maintenance et la rénovation des éclairages publics des stades, écoles et bâtiments de la Ville, la pose, la dépose et le raccordement électrique des décors d'illuminations de fin d'année, les prestations courantes et diverses, divers travaux, le câblage aérien, ainsi que les fournitures diverses sur le territoire de la Commune de Ris-Orangis,

#### Hôtel de ville

Place du Général-de-Gaulle  
91130 Ris-Orangis  
T 01 69 02 52 52  
F 01 69 02 52 53  
Contact [ville-ris-orangis.fr](mailto:ville-ris-orangis.fr)



2025/

**CONSIDERANT** la nécessité d'autoriser l'occupation du domaine public routier et des espaces publics, et de réglementation de la circulation et du stationnement sur le territoire de la Commune de Ris-Orangis par les véhicules des services lors des interventions dans le cadre des travaux susvisés,

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de prendre toutes les dispositions pour assurer la sécurité des intervenants sur le site, des usagers, et de la circulation en général,

**SUR** proposition des Services Techniques Municipaux,

---

## **A R R Ê T E**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : Autorisation.**

La Société SATELEC - 24 avenue du Général de Gaulle - 91170 VIRY-CHATILLON est autorisée à entreprendre des travaux dans le cadre de la maintenance et la rénovation des éclairages publics des stades, écoles et bâtiments de la ville, la pose, la dépose et le raccordement électrique des décors d'illuminations de fin d'année, les prestations courantes et diverses, divers travaux, le câblage aérien, les fournitures diverses...

### **ARTICLE 2 : Circulation.**

La disposition suivante devra être respectée :

- Rue barrée temporairement et déviations correspondantes.

Sur la route RN7 les interventions devront être décalées pour prendre en considération les flux pendulaires. Le démarrage des travaux interviendra après 9h00 et s'achèveront avant 16h30.

Sur la route de Grigny, la RD31, la neutralisation de voirie ne pourra s'effectuer qu'entre 9h00 et 12h00 et qu'entre 14h00 et 16h00, sauf intervention d'urgence.

### **ARTICLE 3 : Stationnement.**

Au niveau des travaux, le stationnement des véhicules sera interdit et considéré comme gênant devant la zone de travaux la veille au soir et durant l'ensemble de la durée des travaux. Les services de Police seront chargés de l'enlèvement des véhicules en infraction, conformément aux articles L 325-1 à L 325-12 du Code de la Route,

### **ARTICLE 4 : Signalisation et sécurisation du chantier.**

La Société SATELEC devra assurer en tout temps le libre accès aux riverains, aux véhicules des services de santé, sécurité et incendie.

La signalisation sera mise en place par la Société SATELEC.

L'entreprise assurera la maintenance de la signalisation réglementaire des chantiers, de jour et de nuit, et sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

### **ARTICLE 5 : Propreté des abords du chantier.**

Les abords du chantier devront être nettoyés aussi souvent que nécessaire par l'entreprise chargée des travaux en fin d'intervention, ainsi que sur simple demande des Services Techniques Municipaux,

### **ARTICLE 6 : Remise en état du chantier.**

A l'achèvement des travaux d'aménagements provisoires, l'entreprise est tenue d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, graviers et immondices, de réparer immédiatement

2025/

de matériaux, graviers et immondices, de réparer immédiatement tous les dommages qui auraient été causés sur le Domaine Public ou ses dépendances, de rétablir dans leur premier état initial les fosses, talus, accotements, chaussées ou trottoirs qui auraient été endommagés et d'enlever la signalisation du chantier.

**ARTICLE 7 : Affichage.**

Le présent arrêté doit être affiché par le demandeur 48 heures minimum avant le début de chaque intervention.

**ARTICLE 8 : Délai de prévenance d'intervention.**

Chaque intervention devra être notifiée à la Commune, 8 jours à l'avance.

**ARTICLE 9 : Durée.**

Le présent arrêté est applicable à compter de la date de notification du marché et ce jusqu'à la fin du marché pour quelques raisons que ce soit.

**ARTICLE 10 : Ampliation.**

Le présent arrêté sera transmis à :

- Monsieur le Commissaire de la Police d'Evry-Courcouronnes.
- Monsieur le Directeur de la Police Municipale.
- Monsieur le Directeur des Services Techniques et de l'Urbanisme.

Et toute autorité administrative et agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Ris-Orangis, le 4 décembre 2025.

**Stéphane Raffalli**  
Maire de Ris-Orangis,  
Conseiller départemental de l'Essonne



Le Maire certifie sous sa responsabilité

Le caractère exécutoire de cet acte :

Transmis en Préfecture

le : **06 FEV. 2026**

Publié le : **06 FEV. 2026**

Notifié le :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours

Devant le Tribunal Administratif de Versailles

Dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification.

2025/

